

Bureau de l'environnement

La Roche-sur-Yon, le **19 FEV. 2026**

Dossier suivi par : Céline LE LUDEC

Tél. : 02.51.36.71. 70

Mél : pref-icpe@vendee.gouv.fr

Références à rappeler : 2024/0780

Dossier n° 2018/0735

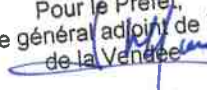
Monsieur,

Par arrêté n° 2024-DCPATE-394 du 24 juillet 2024, je vous avais mis en demeure, pour le site que vous exploitez sur la commune du Poiré-sur-Vie, de régulariser la situation administrative, soit en déposant un dossier d'enregistrement ou un dossier d'autorisation en préfecture, soit en cessant vos activités et en procédant à la remise en état prévue par l'article L.512-7-6 du code de l'environnement.

Mon arrêté n° 2026-DCAPTE-65 vous autorisant à exploiter une installation de traitement et de valorisation de biomasse sur le territoire de la commune du Poiré-sur-Vie, entraîne par conséquent la levée de la mise en demeure prise par mon arrêté du 24 juillet 2024.

Je vous signale que conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, cette décision peut être déférée au tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01). Le délai de recours est de deux mois à partir de la date de notification de la décision.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
le secrétaire général adjoint de la Préfecture
de la Vendée

Éric LAFFARGUE

VALDÉFIS
La Loge
85170 LE POIRÉ SUR VIE